

« Rénover pour demain » met la barre très haut !

La jeune entreprise installée sur Bastia, compte parmi les lauréates de l'appel à projets ORENO. Un programme d'envergure nationale qui ambitionne la rénovation de 700 000 logements par an d'ici 20230. Pas moins de 85 000 de ces « passoires thermiques » sont recensées en Corse.

Les chiffres donnent le tournis. Dans un rapport publié en fin d'année dernière, l'Observatoire nationale de la rénovation énergétique - organisme créé et missionné en 2019 par les ministères en charge de la Transition écologique et du Logement, « pour améliorer la connaissance de la rénovation de l'ensemble des bâtiments résidentiels et tertiaires » - la France compte 4,2 millions de logements considérés comme des « passoires thermiques ». L'objectif est d'en rénover 700 000 par an d'ici 2030. Un marché qui représente 145 milliards d'euros de valeur ajoutée pour les secteurs du BTP d'ici 2026.

En Corse, pas moins de 85 000 logements, construits durant deux décennies à partir des années soixante, sont concernés et éligibles aux différents dispositifs d'aide à la rénovation mis en place par l'État (comme MaPrimeRénov') et les collectivités locales, via les agences : l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), et l'ADEC (Agence de développement économique de la Corse). Lancé en octobre 2021 dans le cadre du programme France 2030, l'appel à projets (APP) ORENO (Opérateurs ensemble de la rénovation) est venu renforcer la stratégie et les moyens avec l'ambition de favoriser l'émergence des opérateurs ensemble capables de proposer des offres complètes de rénovation. C'est-à-dire de mener à bien des projets à partir des études jusqu'au suivi des travaux, en passant par la conception et le financement. Cela tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique qui vise à réduire la facture des logements de 70 à 90 %.

C'est dans ce contexte et ces perspectives que s'inscrit « Rénover pour demain ». Créée il y a dix-huit mois à peine, installée depuis dans les locaux de AVVIÀ-A Vela (le tiers lieu dédié à l'innovation aménagé sur le port Toga par la



Communauté d'agglomération de Bastia), dirigée par Muriel Attolini, jeune ingénieure thermicienne de formation, l'entreprise compte parmi les lauréates de l'APP ORENO. Son prix lui a été remis l'autre soir par Arnaud Millemann (secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse) lors d'une réception organisée dans l'espace convivialité de A Vela en présence de nombreux responsables, cadres d'agences, de collectivités et représentants d'entreprises publiques et privées. L'occasion pour les premiers soutiens de rappeler les constats et les objectifs, et pour « Rénover pour demain » de mieux se faire connaître et de préciser son projet.

« La rénovation a été identifiée par la puissance publique comme un défi très important au plan national, qu'il faut bien sûr relever aussi sur notre territoire. L'ADEC n'a pas les capacités de faire de la rénovation énergétique. En revanche, il est de son devoir de soutenir la production locale de biens et de services et de permettre au territoire d'être en mesure de servir ses propres besoins. Car si on n'est pas en capacité de répondre à une demande dont on sûr qu'elle va émerger, eh bien ce sont des acteurs de l'extérieur qui apporte-

ront les réponses. Notre responsabilité est de créer les conditions pour que les acteurs se mettent en capacité de relever le défi » expliquait Pierre Alessandri, le président de l'ADEC.

Accompagner les projets innovants

« Accompagner les projets innovants sur les territoires fait aussi partie de notre métier. En Corse, on a vraiment des capacités géniales pour aider les entrepreneurs. On a les institutionnels, les acteurs de terrain, les écosystèmes pour agir. Les particuliers ont du mal à se lancer dans la rénovation qui est pourtant nécessaire, pour eux, leurs biens, leur confort, pour la planète. Les enjeux sont là, et la solution est d'apporter la confiance, de démontrer que c'est possible et de donner toutes les clés pour cela. Rénover pour demain coche toutes les cases » exposait pour sa part Jean-Marc Ambrosiani, le directeur de l'ADEME. La déléguée territoriale de Capenergies (pôle de compétitivité facilitateur de projets innovants pour accélérer la transition énergétique), Valentina Vologni, a joué aussi un rôle important dans la réussite à l'APP. « Elle nous per-

mis de passer le premier sésame et ainsi de participer à la course, puisque le label Capenergies était le point d'entrée obligatoire » soulignait Muriel Attolini. « L'innovation ne se fait pas seule, elle se fait en synergie en collaboration, à travers un accompagnement structuré, vous avez su le démontrer en arrivant à constituer un consortium très varié, très complet qui a été salué par le comité de labellisation » remarquait la déléguée.

Enfin, avant de remettre le prix Arnaud Millemann est revenu sur certains points. « Ce projet répond à beaucoup de défis pour lesquels on cherchait un petit peu la façon de faire. Derrière il y a aussi deux enjeux dont on a un peu moins parlé : la lutte contre le mal logement qui a beaucoup d'impact en termes sociaux, et la maîtrise de notre souveraineté. Une partie de notre énergie vient du gaz qu'on importe, et plus on réduit notre consommation, plus on trouve des solutions innovantes, plus on est autonomes, plus on est en capacité de dépendre de nos propres choix et moins de nos importations » soulignait le représentant de l'État.

Suite en P.3

« De la rénovation énergétique performante, à la portée de tous »

Suite de la P.2

Et de poursuivre. « Deux axes du projet illustrent bien la stratégie qui est celle du gouvernement sur la réindustrialisation de la France. Le premier, c'est le changement d'échelle. On est face à des défis d'un telle ampleur qu'aujourd'hui on n'est plus dans l'ajustement à la marge, mais dans l'invention : soit de rupture technologique, soit de changement complet de modèles. C'est le choix que vous avez fait, de massifier un peu plus ce qu'on sait faire et de passer de l'artisanal à l'industriel si l'on peut dire sur cette filière de rénovation. Le deuxième axe, c'est vraiment l'approche partenariale. On sait que la réindustrialisation ne passe pas uniquement par une relation entre un institut, une entreprise et un organisme ou une collectivité. Des idées comme les vôtres demandent un investissement énorme, beaucoup d'énergie, sans doute quelques sacrifices derrière, mais ça doit aussi mobiliser un écosystème comme c'est le cas pour ce projet. »

Faire le lien pour une offre clés en main

« On veut faire de la rénovation énergétique globale et performante à la portée de tous. Cette soirée a pour vocation de mobiliser un maximum de partenaires stratégiques pour arriver à massifier toutes ces opérations » cadrait Muriel Attolini, avant de développer. « La valeur ajoutée, pour l'ensemble du marché, est estimée à 145 milliards d'euros d'ici 2026. Mais ce montant apparaît tout à fait théorique car il n'existe pas de solutions pour construire le modèle qui, justement, va pouvoir créer toute cette valeur ajoutée dans les sphères du BTP, un secteur aujourd'hui en grande souffrance. Il n'y a pas de liant entre les acteurs, qu'ils soient privés, publics, les particuliers, les opérationnels. Aucun trait d'union pour simplifier, traduire les langages et décomplexifier la rénovation énergétique. En plus de cela, les démarches administratives sont de plus en plus complexes. Tout cela crée une lenteur considérable. Il faut savoir qu'aujourd'hui la plupart des projets avortent en phase



d'études et n'arrivent donc pas du tout aux travaux, ce qui rend la création de valeurs difficile. Notre mission c'est de travailler sur un modèle complètement intégré, un produit clés en main. »

Comment ? « Tout d'abord, en étant l'interlocuteur unique de l'intégralité de la chaîne qui va de la phase études jusqu'au suivi de consommation. Si on pousse jusque-là, c'est parce qu'on s'est aperçu que si on ne travaille pas sur une obligation de résultats et qu'on continue à travailler sur une obligation de moyens, on n'obtiendra pas de rentabilité. On est train de créer notre propre plateforme, qui sera collaborative parce qu'on a besoin de tous les acteurs du BTP qui nous font remonter leurs expériences, leurs expertises pour pouvoir les intégrer à nos procédures afin de les standardiser. Ce qui permet de gagner du temps sur les phases les plus chronophages

pour le reporter sur des phases beaucoup plus importantes, afin de recentrer l'humain au cœur du projet, de définir correctement les besoins, de programmer les travaux, d'anticiper les problématiques et tous les freins dès le démarrage. »

Des objectifs élevés

L'ambition et les objectifs de l'entreprise sont à la hauteur des besoins et des enjeux. « On travaille en études depuis un an sur 500 logements. On a déjà un premier retour d'expériences qui nous permet de lever différentes subventions, de l'État, de la Région, les incitations fiscales pour réduire la TVA. Cumulées sur les projets elles diminuent le reste à charge des copropriétaires. Néanmoins on s'aperçoit qu'il y a une dissonance entre la temporalité des acteurs publics et de l'opérationnalité.

Pour régler cette problématique et permettre la bonne faisabilité du projet du début à la fin, nous avons décidé de créer une société de tiers financement qui va se rémunérer sur les économies d'énergie réelles et financer ainsi le reste à charge des copropriétaires. En 2024, ce travail sur 500 logements créera de la valeur ajoutée à 37 millions d'euros pour le BTP en Corse.»

Mais Muriel Attolini voit déjà plus loin. « On ira, progressivement, sur le continent en commençant par l'Île-de-France, avec l'objectif de 3 000 logements rénovés en 2029, pour arriver petit à petit en 2035 à un total de 250 000 logements à l'échelle nationale, et une création de valeur ajoutée de l'ordre de 10 milliards d'euros sur six ans, dont 6 milliards de subventions mobilisées. C'est cette massification qui va nous permettre d'établir la rentabilité produit. » Tout un programme...

